



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/431
8 octobre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 85 de l'ordre du jour

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES
REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Université de Jérusalem "Al Qods" pour les réfugiés de Palestine

Rapport du Secrétaire général

1. Le présent rapport est soumis à l'Assemblée générale en application de sa résolution 47/69 J, en date du 14 décembre 1992, dont le dispositif est libellé comme suit :

"L'Assemblée générale,

[...]

1. Souligne la nécessité de renforcer l'enseignement dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis le 5 juin 1967, y compris Jérusalem, et, en particulier, la nécessité de créer l'université envisagée;

2. Prie le Secrétaire général de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires à la création de l'Université de Jérusalem (Al Qods), conformément à sa résolution 35/13 B du 3 novembre 1980, en tenant dûment compte des recommandations compatibles avec les dispositions de ladite résolution;

3. Demande une fois de plus à Israël, Puissance occupante, de coopérer à l'application de la présente résolution et de lever les obstacles qu'il a mis à la création de l'Université de Jérusalem (Al Qods);

4. Prie également le Secrétaire général de lui présenter, à sa quarante-huitième session, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution."

2. On se souviendra que l'Assemblée avait envisagé pour la première fois la création de cette université à sa trente-cinquième session. Elle avait alors adopté, le 3 novembre 1980, la résolution 35/13 B, au paragraphe 5 de laquelle elle demandait au "Secrétaire général, agissant en coordination avec le Conseil

de l'Université des Nations Unies, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture d'étudier les moyens de créer à Jérusalem, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une université comportant des facultés de lettres et des sciences pour répondre aux besoins des réfugiés de Palestine dans la région".

3. Depuis lors, l'Assemblée générale a adopté 12 nouvelles résolutions à ce sujet (36/146 G du 16 décembre 1981, 37/120 C du 16 décembre 1982, 38/83 K du 5 décembre 1983, 39/99 K du 14 décembre 1984, 40/165 K du 16 décembre 1985, 41/69 K du 3 décembre 1986, 42/69 K du 2 décembre 1987, 43/57 J du 6 décembre 1988, 44/47 J du 8 décembre 1989, 45/73 J du 11 décembre 1990, 46/46 J du 9 décembre 1991 et 47/69 J du 14 décembre 1992) et le Secrétaire général a présenté 11 rapports (A/37/599, A/38/386, A/39/528, A/40/543, A/41/457, A/42/309, A/43/408, A/44/474, A/45/530, A/46/540 et A/47/601) dans lesquels il décrit les mesures qu'il a prises en application de ces résolutions, y compris l'élaboration d'une étude de faisabilité en vue de la création de cette université, étude que l'Assemblée avait demandée pour la première fois dans sa résolution 36/146 G. Ces rapports font également état de la position adoptée par le Gouvernement israélien à l'égard de la création de l'université.

4. Comme le Secrétaire général l'a précédemment indiqué (voir A/41/457, par. 4), il estime qu'il faut mener à son terme l'étude de faisabilité entreprise en application des résolutions de l'Assemblée afin de répondre à la demande que cette dernière lui avait adressée. En conséquence, après l'adoption de la résolution 47/69 J, il s'est mis en rapport avec le Recteur de l'Université des Nations Unies qui a désigné, sur sa demande, pour aider à mener cette étude, un expert hautement qualifié, M. Mihaly Simai. Celui-ci devait se rendre dans la région et rencontrer les autorités israéliennes compétentes en gardant à l'esprit le fait qu'Israël exerce le contrôle effectif de la zone concernée.

5. Le 16 août 1993, le Secrétaire général a adressé au Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies une note verbale dans laquelle, se référant à la demande qui lui était faite par l'Assemblée, il demandait que le Gouvernement israélien facilite la visite susmentionnée, laquelle pourrait avoir lieu à une date mutuellement acceptable. Rappelant la position du Gouvernement israélien concernant l'université envisagée et les éclaircissements fournis par le Secrétariat en réponse aux questions posées par les autorités israéliennes (voir A/36/593, annexe), le Secrétaire général exprimait l'avis que ces questions pourraient être examinées de la façon la plus utile à l'occasion de la visite de l'expert de l'ONU.

6. Le 23 août 1993, le Représentant permanent d'Israël a adressé la réponse suivante au Secrétaire général :

"A ce propos, le Représentant permanent souhaiterait rappeler sa note du 15 juin 1993¹ adressée au Secrétaire général, dans laquelle la position du Gouvernement israélien sur la résolution 47/69 J est bien précisée.

Le Gouvernement israélien a constamment voté contre les résolutions adoptées sur la question et sa position demeure inchangée.

/...

Par conséquent, le Gouvernement israélien est d'avis que la visite de M. Mihaly Simai en Israël ne serait d'aucune utilité."

7. Etant donné la position prise par le Gouvernement israélien, il n'a pas été possible de mener à son terme comme prévu l'étude de faisabilité concernant la création de cette université à Jérusalem.

Note

¹ La note du 15 juin 1993 se référait à plusieurs résolutions, dont beaucoup ont fait l'objet de rapports du Secrétaire général. S'agissant de la résolution 47/69 J de l'Assemblée générale, le Gouvernement israélien déclarait :

"La position du Gouvernement israélien sur ce point a été précisée dans une déclaration faite par le représentant d'Israël le 15 décembre 1983 (A/38/PV.98); dans une lettre du Représentant permanent d'Israël datée du 22 mai 1984, adressée au Secrétaire général adjoint, M. Brian Urquhart; dans des notes verbales successives du Représentant permanent d'Israël au Secrétaire général, la dernière datant du 23 octobre 1992; et dans le rapport du Secrétaire général (A/47/601).

Le Gouvernement israélien a constamment voté contre les résolutions adoptées sur la question, pour les raisons exposées dans la déclaration et les documents susmentionnés, et sa position demeure inchangée. Il est évident que ceux qui ont pris l'initiative de la résolution 47/69 J cherchent à se servir de l'enseignement supérieur pour politiser des questions qui n'ont absolument rien à voir avec les activités normales d'une université. En conséquence, le Gouvernement israélien ne peut être d'aucune aide en la matière."
